

QUESTIONS ORALES

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES DISCUSSIONS ENTRE LES PAYS DE L'OTAN ET CEUX DU PACTE DE VARSOVIE—LES POUR-PARLERS AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA CHINE NATIONALISTE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, nous sommes heureux de voir le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de retour à la Chambre. Je voudrais lui demander si le Canada, à titre de membre de l'OTAN, exhorte les pays de cet organisme à entamer des discussions avec les pays du Pacte de Varsovie, en vue de ménager des réunions qui porteront fruit et qui amèneront peut-être une détente.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit dans le compte rendu de ma visite en Scandinavie, nous appuyons surtout la proposition de la Finlande, qui renferme les conditions et modalités que nous croyons nécessaires au succès d'une conférence. Nous croyons que la déclaration de Budapest, ou du moins sa teneur, n'est pas un gage de succès. L'initiative finlandaise, qui semble avoir cette qualité, a donc plus de chance de réussir.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire. J'ai demandé, monsieur l'Orateur, si le Canada incitait ses alliés ou ses associés de l'OTAN à procéder ainsi?

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur. C'est notre position. Telle est la politique que nous suivons au sein de l'OTAN.

L'hon. M. Stanfield: Une autre question supplémentaire. Le Canada a-t-il effectivement fait des instances auprès du conseil de l'OTAN, ou auprès d'un autre organisme approprié de l'OTAN, à cette fin? Par exemple, a-t-il fait autre chose que parler aux différents pays scandinaves? Le Canada a-t-il fait des recommandations à l'organisme approprié de l'OTAN, qui prendrait l'initiative à laquelle on a fait allusion? En outre, quel serait, de l'avis du ministre, la première initiative à prendre, car il a bien dit n'est-ce pas, que nous devrions procéder par étapes?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il y a des mois que le Canada, devançant en cela les pays membres de l'OTAN, se fait l'avocat de la détente entre l'Est et l'Ouest. C'est probablement notre plus importante contribution aux discussions de l'OTAN ces derniers mois.

Comme je l'ai indiqué, nous serions prêts à aborder les questions susceptibles de mener quelque part dans les plus brefs délais. Nous devrions commencer par le désarmement.

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si, lors de ses entretiens avec le gouvernement finnois, il a mentionné que le Canada serait disposé à participer à une telle conférence? Sait-il aussi si d'autres pays ont fait part au gouvernement finnois de leur intention de participer à cette conférence?

L'hon. M. Sharp: M. l'Orateur, nous avons non seulement fait savoir que nous étions prêts à y assister mais aussi que nous souhaitions être invités. C'est le premier obstacle qu'il faut surmonter dans ces débats. Les plans qui ont été proposés n'indiquent pas jusqu'ici avec une certitude suffisante que le Canada et les États-Unis seront invités. Mais nous aimerions l'être et nous sommes certainement tout disposés à y aller si nous l'étions.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, M. l'Orateur. Le ministre parle de certaines mesures préliminaires qui s'imposent. Le ministre a-t-il exposé ces mesures ou ces projets de mesures dans un document? Ce document a-t-il été communiqué à nos alliés de l'OTAN? Si oui, quelle a été leur réaction?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, la distribution de documents de ce genre n'est pas nécessaire au sein du Conseil de l'OTAN. Nous y étudions depuis plusieurs mois les perspectives de détente. En vérité, nos délibérations, l'honorable représentant s'en souviendra, étaient en assez bonne voie au moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Nous espérons maintenant reprendre cette discussion, et c'est pourquoi nous appuyons énergiquement l'initiative du gouvernement finlandais qui est tout à fait neutre. C'est la façon de procéder qui semble offrir le plus de promesses. Elle permettra aux deux camps de se rencontrer et d'examiner les questions qui divisent l'Europe. Sauf erreur, les discussions actuelles sont officieuses, car bon nombre de pays n'ont pas encore répondu aux propositions du gouvernement de la Finlande. La conférence pourrait peut-être étudier les questions par groupes, en commençant par celles sur lesquelles le progrès est le plus vraisemblable et en terminant par les plus difficiles.